

Monsieur le Président, c'est, aujourd'hui 9 mars, la Journée du Commonwealth, qui revêt cette année une importance particulière pour le Canada. En octobre, dans votre propre ville de Vancouver, nous serons les hôtes de la prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth.

Dans la même coutume internationaliste, le Canada accueillera le deuxième Sommet francophone à Québec en septembre. Ces réunions de famille nous ramènent aux origines et aux traditions qui ont façonné notre extraordinaire pays et nous aident - telle une famille dynamique et unie - à élargir notre champ d'influence et nos possibilités dans un monde en perpétuelle évolution.

Il fut un temps où le Commonwealth éveillait la nostalgie. Aujourd'hui, c'est l'une des associations les plus pertinentes et les plus efficaces à laquelle appartient le Canada; elle nous permet de jouer un rôle dans l'exploitation des ressources de la mer dans les Antilles et dans le Pacifique Sud, de mettre en oeuvre une coopération technique en Asie et en Afrique, d'appliquer un programme de bourses d'étude et de recherche sur les six continents, de coopérer à Genève dans le domaine du commerce international et de participer à un dialogue entre pays dont les conditions vont des plus pauvres aux plus avancées. J'ai rencontré le mois dernier, à Chittagong, au Bangladesh, un compatriote qui avait participé au premier projet canadien réalisé dans le cadre du Plan de Colombo. Ce projet a marqué le début de notre programme d'aide extérieure. C'est à compter de ce moment-là aussi que le Canada s'est mis à acquérir auprès du tiers monde la réputation d'une puissance moderne digne de confiance.

Ces deux dernières années, le Commonwealth a été aussi la principale instance grâce à laquelle le Canada a pu faire s'exercer une pression efficace contre le mal de l'apartheid en Afrique du Sud. Je veux saisir l'occasion que m'offre la Journée du Commonwealth pour faire rapport au Parlement des entretiens tout récents du premier ministre en Afrique, ainsi que de mes propres rencontres avec certains de nos partenaires du Commonwealth en Grande-Bretagne et en Asie, et des consultations qui ont eu lieu entre le ministre des Relations extérieures, le ministre d'État à l'Immigration et les représentants de plusieurs gouvernements d'Afrique australe.